

ESSAIS NUCLÉAIRES DE REGGANE

Les habitants demandent des études

Plus d'un demi-siècle après l'explosion de la première bombe nucléaire française à Hamoudia (daïra de Reggane) le 13 février 1960, les autorités algériennes ont enfin réagi en installant une clôture qui définit le périmètre de l'impact afin d'éviter aux habitants de la région la menace éventuelle d'une contamination, selon un communiqué établi par la direction de l'environnement de la wilaya.

Quatre entreprises ont été sollicitées pour une enveloppe financière de treize millions de dinars afin d'entreprendre les travaux appropriés. Mais les habitants préconisent la mise en place d'une commission scientifique afin de mener des études approfondies et des analyses concernant les personnes et l'environnement.

Les travaux consistent à mettre en place une clôture longue de 3 km pour empêcher les curieux et autres de s'approcher du lieu de l'impact qui demeure encore dangereux,



Photo : DR

selon les experts qui l'ont visité.

Il est à noter que les conséquences de cette terrible explosion ont laissé d'énormes séquelles sur les personnes et la végétation qui en souffrent encore.

La constitution d'une commission d'experts en nucléaire pourrait, grâce aux tests et analyses effectués sur l'ensemble des personnes touchées ainsi que la palmerie sur une superficie de 50 m2, lever la voile sur cette terrible tragédie qui a secoué et ébranlé le monde en 1960.

En attendant l'installation de cette clôture, des campagnes de sensibilisation sont menées

tambour battant par l'APC de Reggane afin d'éviter toute contamination.

Les habitants de la région insistent sur la programmation d'études épidémiologiques et l'établissement d'une liste des maladies liées directement ou indirectement à cette explosion.

Les concernés demandent aux autorités françaises et algériennes la création d'un pôle d'observation des différents sites ayant servi aux essais nucléaires comme ce fut le cas pour l'Angleterre et ses sites en Australie.

D'ailleurs, un rapport a été établi par le ministère de la Défense française en mars 2007 autour de ces

explosions qui ont eu lieu dans le Sahara algérien entre 1960 et 1967. Ce même rapport, appuyé par d'autres émanant de l'Agence internationale de l'énergie en 1999 et en 2005, précise que l'activité nucléaire subsiste toujours au niveau de Hamoudia (Reggane) suite aux lancements menés sous le nom de code Gerboise blanche et Gerboise bleue.

Une affaire qui a fait couler beaucoup d'encre depuis. La grandeur de la France se trouve sérieusement entachée, elle qui a fait fi des droits de l'homme et de la vie de centaines d'êtres humains.

Une affaire à suivre.

El Hachemi S.

TIZI-OUZOU

Des logements sociaux livrés dans un piètre état à Akbil

Les quinze logements sociaux locatifs alloués à la commune d'Akbil, dans la daïra de Aïn-El-Hammam, au titre du programme 1997-2002, ont été achevés et réceptionnés en 2007, après dix années de leur lancement.

Malgré ce retard considérable, dû essentiellement à la difficulté du site d'implantation et autres contraintes, les bénéficiaires de ces logements n'ont pas caché leur joie de pouvoir enfin emménager dans des lieux plus salubres et dans des conditions qui assurent un minimum de dignité.

Seulement, après la distribution de ces logements, les bénéficiaires ont vite déchanté.

En guise de logements, ces pauvres familles n'ont trouvé que des carcasses où tout doit être «fait ou refait» comme l'a résumé un des bénéficiaires. Sur les quinze logements, seuls cinq ont été occupés par leurs propriétaires «parce qu'ils n'ont pas d'autres choix», a expliqué un responsable de l'APC d'Akbil.

Les dix autres logements sont à ce jour vides, non pas parce qu'ils ne

trouvent pas occupant mais à cause de leur situation de dégradation avancée qui les rend inhabitables : toiture mal faite et menaçant de s'écrouler, des murs lézardés causant des infiltrations de partout, les installations électriques aléatoires avec des fils apparents, des enduits muraux faits avec du ciment mélangé à la chaux et la liste est encore longue.

Les élus locaux ont tiré la sonnette d'alarme et saisi qui de droit. Un rapport détaillé, avec à l'appui des photos et un PV de la Protection civile et de la Slep, a été adressé, au mois de décembre dernier, aux responsables de l'OPGI, au wali et au chef de la daïra de Aïn-El-Hammam pour «faire intervenir l'OPGI sur ces logements et entreprendre les travaux nécessaires pour permettre aux bénéficiaires de les occuper en toute sécurité et quiétude», dira un élu de la municipalité d'Akbil.

Malheureusement, malgré la venue des services de l'OPGI qui ont fait l'accablant constat, «il n'y a eu que l'ADE qui a dépêché ses équipes pour régler les problèmes liés à l'eau potable», notera encore notre

interlocuteur. Quant aux bénéficiaires de ces logements, ils ne savent plus à quel saint se vouer, eux qui croyaient qu'après une décennie d'attente et de souffrance, ils pourront enfin voir le bout du tunnel. Ils se retrouvent aujourd'hui piégés. «Nous ne pouvons pas habiter des logements aussi dégradés et nous ne pouvons même pas postuler au programme de l'habitat rural. On est pris en otage depuis tout ce temps et on ne sait combien devra durer encore notre attente. Pourtant, quand on regarde la télévision, nous voyons quotidiennement que dans toutes les autres wilayas, les logements sociaux sont livrés avec toutes les commodités intérieures et extérieures», tonneront des bénéficiaires d'Akbil, visiblement courroucés par cette injustice.

«Puisse cet appel de détresse être entendu par ceux qui ont la charge et la responsabilité de ces logements sociaux locatifs, faute de quoi nous serons dans l'obligation de porter l'affaire devant la justice», ont menacé, sur le même ton, aussi bien les bénéficiaires que les élus de l'APC d'Akbil.

Sadek Aït Salem

GUELMA

L'augmentation du prix du ticket de bus provoque l'ire des citoyens

Le secteur du transport urbain de voyageurs de la ville de Guelma a connu le week-end dernier une forte perturbation après la décision de quelques transporteurs privés d'augmenter de 5 DA le prix du ticket, qui coûtait jusque-là 10 DA. La réaction des usagers ne s'est pas faite attendre. Cette augmentation s'est opérée sans l'avis de la Direction des transports de la wilaya de Guelma. Les citoyens ne savent plus à quel saint se vouer. «A la Direction des transports, c'est la loi de la jungle qui prévaut», nous dira un transporteur privé que nous avons rencontré sur les lieux. «La saturation des lignes, l'accroissement des coûts en matière de maintenance et de charges sociales, et la détérioration des routes ont été les principaux éléments qui ont motivé cette augmentation», nous déclare un autre transporteur.

Des altercations ont eu lieu entre des citoyens et quelques transporteurs. Excédés, les usagers ont menacé d'incendier les bus si ces transporteurs ne gèlent pas leur décision d'augmenter la tarification fixée par l'Etat à 10 DA. Craignant le pire, les transporteurs privés n'ont pas assuré le transport pendant le week-end. «Ils étaient où les pouvoirs publics quand ces derniers avaient annoncé dans les bus et les lieux publics l'augmentation des tarifs du transport urbain ?» s'est interrogé un quinquagénaire, en colère. «On veut nous ruiner, a enchaîné un autre citoyen. Avec 4 enfants devant rejoindre leurs établissements scolaires par bus, je serai dans l'obligation de déboursier mensuellement 5 000 DA uniquement pour le transport, moi qui suis au chômage.»

Au niveau de la Direction des transports, hormis la réunion de jeudi dernier de la commission mixte (transport, commerce et police), aucune mesure n'a été encore prise.

B. A.

Le jardin archéologique, un musée à ciel ouvert

Le jardin archéologique de Guelma est riche de vestiges qui témoignent, dans cette région de l'est du pays, de la présence de l'homme dès la préhistoire et du passage de nombreuses civilisations, romaine en particulier.

De création récente, ce véritable musée à ciel ouvert, implanté dans le centre-ville, constitue, aux yeux de nombreux habitants de l'antique Calama, une salubre «bouffée d'air pur» dans un environnement bétonné à outrance.

Le jardin-musée vise, selon des responsables de l'Office local du tourisme, à protéger ce patrimoine historique de la dégradation, voire de la déperdition, sachant que les collections qu'il abrite depuis le début de l'année 2000 étaient conservées dans un ancien square devenu inapproprié.

Des statues de divinités, des inscriptions, des piédestaux, des éléments d'architecture, des chapiteaux et autres monuments funéraires peuvent être découverts et admirés tout le long des allées de ce jardin archéologique, soigneusement entretenu.

Deux textes épigraphiques, qui rappellent les nombreuses trouvailles en matière d'inscriptions libyques dans la région de Guelma, y sont également mis en valeur, suscitant la curiosité du visiteur, vite frappé par l'abondance de l'épigraphie latine, à travers plusieurs échantillons, telle l'épithaphe en marbre de 24 lignes, reconnaissable grâce à la guirlande de fleurs qui la surmonte en forme de deux boucles collées rappelant un grand «W» arrondi. La première ligne qui commence par les trois premières lettres des textes funéraires païens, «DMS», représente, en fait, une inscription en vers qui provient de M'daourouch, une ville de savoir et d'études dont les ruines ont fourni beaucoup d'épigraphies de style métrique. Ce monument est dédié par deux frères, Aemilius Aquilinus et Barbarus, à leur père Aemilius Flavianus et à leur mère Julia Setina. Les autres épithapes proviennent de Thibilis (Sellaoua Announa) dont l'une comporte onze lignes consacrées à un hommage à deux divinités abstraites.

Le jardin archéologique de Guelma, fréquenté à longueur d'année par des nationaux et des étrangers, est riche également en statues parmi lesquelles celle de la déesse Fortune, récupérée à M'daourouch et reconnaissable à sa taille imposante (203 cm).

Associé à plus de 500 sites et monuments historiques éparpillés à travers le territoire de la wilaya, à un artisanat local original et à une quinzaine de stations et de sources thermales, ce jardin archéologique peut être mis à contribution pour insuffler une dynamique hautement profitable à l'économie locale, voire nationale, soutient-on à l'Office du tourisme. Compte tenu de sa richesse et de sa diversité, le patrimoine historique et archéologique de la wilaya de Guelma est de nature à exercer un attrait sur les visiteurs, chercheurs en archéologie et touristes étrangers intéressés et soucieux de connaître davantage l'histoire des civilisations anciennes, note-t-on de même source.

Outre cet espace archéologique, la wilaya de Guelma compte d'autres sites et monuments historiques représentés principalement par le théâtre romain de 4 500 places, la piscine romaine de Hammam Bradaâ (Héliopolis), les vestiges antiques de Thibilis (Sellaoua Announa) et les dolmens et grottes funéraires de Roknia.

APS